

Le révéléteur Wikileaks, Vers une wikipolitique 2.0 ?

The Wikileaks revealer - towards a 2.0 wikipolitics ?

O revelador Wikileaks - para uma wikipolítica 2.0 ?

Yann Moulier Boutang*

Julian Assange est-il un naïf?

David LEIGH et Luke HARDING dans leur ouvrage, *Julian Assange et la face cachée de Wikileaks, La fin du secret*,¹ [1]citent avec un brin de condescendance ce que Julian Assange avait écrit sur son blog baptisé IQ.org

Plus une organisation est secrète et injuste, plus les fuites la concernant induisent de la peur et de la paranoïa chez ses dirigeants et leur coterie. Ce qui a pour résultat une diminution de ses mécanismes de communication internes (une augmentation de "l'impôt du secret cognitif) et provoque en conséquence un déclin systémique cognitif dont le résultat est une capacité moindre de rester au pouvoir...Étant donné que les systèmes injustes, par nature, génèrent des opposants et que dans la plupart des cas , ils ne se maintiennent que difficilement, des fuites massives les placent dans une position délicieusement vulnérable vis-à-vis de ceux qui cherchent à les remplacer par des formes de gouvernement plus ouvertes. On ne peut ravir à l'injustice que lorsqu'elle est révélée ' car pour qu'un homme puisse agir intelligemment, il faut qu'il soit au courant de ce qui se passe vraiment .

Pourquoi nos deux journalistes taxent-t-ils de "*fantaisiste*" (ou *fumeuse* si l'on traduit plus fidèlement le terme anglais) cette théorie? Est-ce parce que ce raisonnement témoignerait de ce que J. Dewey aurait nommé une « foi » dans l'efficacité de la vérité, un sentiment quasi religieux²? Mais, une même naïveté, jugée incongrue à l'ère du cynisme (version vulgaire grand

* Professeur de sciences économiques à l'Université de Compiègne. Directeur adjoint du Laboratoire Connaissance, Organisation, Système technique (COSTECH) EA 22 23. Enseignant chercheur invité à l'IBICT (Automne 2011) Programa de Pós-graduação em Ciência da Informação UFRJ - IBICT . E-mail yann.moulier-boutang@utc.fr / yann.m.boutang@gmail.com

¹ David Leigh et Luke Harding, *Julian Assange et la face cachée de Wikileaks, La fin du secret*, Original Books, 2011, p. 65 ; Édition originale : *Wikileaks: Inside Julianne Assange's War on Secrecy*, The Guardian Books, 2011)

² John Dewey, *Une foi commune*, Les Empêcheurs de penser en rond/La Découverte, Paris 2011 (Ed. originale Yale,

public) ou du désenchantement (version des demi habiles initiés), n'animait-elle pas la presse quand elle se constituait en quatrième pouvoir et que des hommes se faisaient tuer sur des barricades en 1830 pour lutter contre la censure préalable, ou que des directeur de petits journaux bravaient la pègre ou les puissants dans l'Ouest américain ?

En novembre 2011, l'enchaînement de propositions de Julian Assange, très logique, trop logique paraissait de la fiction en chambre. Six mois après le début du Printemps arabe, peut-on encore témoigner de la même condescendance à l'égard des idées qu'il défendait et qui présidèrent à la mise en place de Wikileaks ?

Seuil de tolérance modifié.

Il est probable que l'impact de l'appropriation des technologies de l'information et des communications par un grand nombre d'agents est en train de changer la perception de la représentation politique, en particulier le curseur de l'obscénité. Le fait même que certaines choses soient soudain dites dans l'espace communicationnel modifie le seuil de tolérance de ce que les puissants peuvent se permettre. C'est là que les enchaînements dénoncés par Julian Assange constituent bel et bien la réalité quotidienne des nouvelles livrées par les grands médias: cynisme du pouvoir, besoin de manipulation croissante des médias pour accréditer et légitimer un pouvoir arbitraire, retard considérable des puissants dans la compréhension du degré très avancé d'appropriation massive des technologies, et de réappropriation des contenus d'information ; difficulté extrême pour les élites ont à penser qu'au-delà de leurs cercles restreints il existe des dynamiques cognitives mais aussi que leur situation de rente résultant du monopole de l'information puisse être remise en cause. Enfin elles semblent régler leur conduite sur un sentiment récurrent et lui naïf, que le pouvoir garantit toujours une extravagante impunité. En ce sens, elles sont désarçonnées quand la première ligne défense, celle du secret, tombe, comme s'il n'y avait ni chicanes, ni donjon de repli. Voilà aussi pourquoi elles demeurent si longtemps dans le déni et quand elles se décident enfin à reconnaître un morceau de la vérité, c'est toujours trop tard. Autrement dit, le caractère brutalement binaire de l'informatique (vrai/faux sans entre deux propice aux mensonges par omission des manuels de confession jésuites) semble avoir rendu la vérité peu manipulable par petites touches et du même coup, l'avoir rendu vulnérable à des fuites.

Le caractère massif et groupé des fuites : une réponse proportionnée

Pourquoi contrairement au journalisme d'investigation patient et très prudent dans ses recoupements, misant sur la qualité de l'information, Assange a-t-il fait l'apologie de la quantité

1934, 1962)

et de la rapidité de diffusion? Certes, il a procédé lui aussi à des recoupements et les précautions extrêmes de sécurité pour protéger les sources d'une traque informatique dont il était très conscient à la différence de nombre de professionnels de l'information espionnés sans vergogne par des services secrets voire des juges commis par les Etats³. Mais la rapidité avec laquelle il voulait diffuser une très grande quantité d'information est mise en cause par les journalistes du *Guardian* qui se félicitent d'avoir freiné sa rapidité et sélectionner largement dans l'ensemble des dépêches qui fournissait un matériau brut pour de synthèses. Or, il nous semble que l'insistance d'Assange sur ce point se fonde sur un diagnostic assez pertinent que nous résumerons de la façon suivante : sans régime d'organisation de fuites massives et simultanées (c'est bien ce qui est ramassé dans le terme *Wikileaks*, *wiki* étant un mot maori signifiant «rapide»), l'énormité même de la vérité crée une protection pour les puissants du même ordre que celle de la célèbre « lettre volée » d'Alan Poe, commentée par Lacan. Plus c'est énorme, plus c'est évident et moins cela est cru. Ce qui s'est vu à la chute de Ben Ali, comme à celle de Moubarak, dépasse tout ce que l'on avait pu voir de Marcos, le petit tyran des Philippines ou de Noriega le trafiquant de Panama. Quelques jours après leur chute respective on avait pu voir leur collection de costumes, de paires de chaussures. Presque du menu fretin. Les dirigeants arabes déchus au printemps 2011, collectionnaient eux les hôtels particuliers à Paris, les groupes industriels, les antiquités volées aux musées, les réserves en devises du pays. Sans les rafales de révélations de dépêches du département d'Etat censées parler la langue même du pouvoir et dire les choses telles qu'elles sont dans la mesure où le cercle de diffusion était restreint et pas destiné à une divulgation, il est probable que ces énormités seraient restées sur la cheminée. Qu'elles ne seraient pas devenues un sujet pour la grande presse d'opinion.

Derrière l'événement Wikileaks, un changement de régime de la vérité.....

Mais là n'est pas l'essentiel. Ce que Wikileaks aura révélé, c'est bien un changement dans le régime de la vérité. Il concerne bien plus les mécanismes de constitution des subjectivités alternatives dans les usages de l'Internet et leurs conséquences systémiques sur la pratique politique. Que ce soit avec les téléphones portables⁴ les messageries (Sms)⁵, des réseaux sociaux (FaceBook, Twitter)⁶ que les modalités de dénonciation de la réalité glauque et anhistorique de la bassesse humaine. Que le pouvoir soit plus souvent « sale » que « propre », ne constitue « rien de

³ On citera la naïveté du journaliste chinois dont l'IP fut révélée par Yahoo au gouvernement de Pékin. Ou bien les diverses écoutes le plus souvent illégales auxquelles procéda le gouvernement français à l'égard du *Monde* et de *Médiapart*.

⁴ Voir les émeutes françaises de l'automne 2005 où l'usage des portables par les jeunes leur permit de se jouer des forces de police. Déjà après Mai 1968, le Ministre de l'Intérieur avait interdit les walky-talkies de longue portée et refoulé les journalistes des radios en direct qui fournissaient des indications aux manifestant en temps réel.

⁵ Voir l'exemple de la chute d'Aznar, le premier ministre espagnol, au moment des attentats de Madrid lorsqu'il pression sur les journaux pour accrédiater sa version de la responsabilité du terrorisme : la culpabilité d'ETA alors que la police avait déjà des éléments conduisant à Al Kaïda et qu'il était parfaitement au courant.

⁶ Voir le rôle de FaceBook dans les révolutions arabes et plus récemment encore (août 2011) dans la vague d'émeutes qui secoua la métropole londonienne où les manifestants semblent avoir eu recours à toute la panoplie des téléphones intelligents liés à l'internet et aux messageries y compris les Blackberries apanage jusque-là des classes dirigeantes en raison de la difficulté à les tracer.

nouveau sous le soleil ». En revanche, après les ahurissantes bourdes françaises d'offre de service du « savoir-faire » en matière de répression des émeutes⁷, la révélation par Wikileaks que l'administration américaine considérait le régime de Ben Ali comme corrompu jusqu'à la moelle et s'inquiétait des dangers que représentait sa fragilité, a joué un rôle certain dans la neutralité de l'armée puis dans sa prise de position contre les forces de la police spéciale de Ben Ali et contre les provocateurs lamentables envoyés (*les baltagya*) par un régime aux abois au Caire. En Tunisie comme en Egypte, les forces armées ont mesuré l'ampleur de l'exaspération de la population jeune. S'est ajouté à ce constat, pour l'armée une autre évidence paralysante (nous n'étions plus au temps des jeunes officiers nationalistes panarabes) : elle ne pouvait plus compter désormais sur un appui des Etats-Unis pour soutenir des régimes indéfendables, au seul nom de l'anticommunisme et ou de l'anti islamisme. La preuve *a contrario* en est fournie par deux piliers des régimes autoritaires arabes, l'Algérie et la Syrie. Alors qu'ils occupent une place stratégique le premier pour le Maghreb, le second pour le Proche et le Moyen-Orient, ces pays n'ont pas fait l'objet d'appréciations féroces dans les dépêches du Département d'Etat américain révélées par Wikileaks. Après le déclenchement de la révolution arabe, la secrétaire d'Etat Hilary Clinton a dû donner en direct son appréciation du régime syrien et dire noir sur blanc que ce « dernier n'était pas irremplaçable » ce qui constitue un lâchage public assez brutal.

En phase avec la mondialisation numérique

Ce changement dans le régime de la vérité et surtout de la représentation de la vérité, n'intervient pas par hasard. Il est étroitement en phase avec une mondialisation s'appuyant sur l'Internet et l'exploitation de l'interactivité des multitudes par un nouveau genre de capitalisme. La liberté d'accès à la Toile est devenue l'équivalent de ce que fut l'alphabétisation du prolétariat pour le développement du capitalisme industriel renonçant à l'esclavagisme. Une véritable condition *sine qua non* pour l'installation d'un régime d'innovation permanente. On ne peut pas vanter impunément l'innovation par en bas (*bottom up*), décentralisée et capillaire et, conserver par ailleurs l'attrait politique du commandement des entreprises et de la bureaucratie de l'Etat Nation. Pour « l'homme aux écus » qui ne fut jamais un « libéral » en soi, mais que « sa faim dévorante de travail salarié » (Marx) conduisait à faire un bout de route avec la lutte des libéraux contre l'Eglise et contre les corporations, la liberté formelle du travailleur libre était le pré requis indispensable de l'exploitation. Pour Apple, Google, Face Book, la liberté du XXI^e siècle comprend l'accès à l'Internet à un degré qui fait encore peur à une Europe Metternichienne⁸ tout autant qu'à la bureaucratie chinoise. Le gouvernement des Etats-Unis

⁷ Il s'agissait de la Ministre française de la Défense nationale, qui dut démissionner quelques semaines plus tard pour avoir bénéficié de voyages payés par un très proche de Ben Ali.

⁸ En témoignent l'embarras d'Hubert Védrine face à Wikileaks se plaignant de la destruction de toute possibilité pour les Etats de « travailler ». Récemment le premier Ministre britannique, D. Cameron, rentré précipitamment de vacances après trois jours d'émeutes, a annoncé au Parlement avoir demandé aux opérateurs téléphoniques des réseaux sociaux (FaceBook, Twitter, BlackBerry) d'étudier les moyens de bloquer la communication des « gangs » (Folha de Sao Paulo, 12 de Agosto, A 14). A quand le blocage temporaire de l'Internet, ou l'interdiction de certains mots sur les moteurs de recherche comme le pratique la Chine, la Syrie ? Il est amusant de constater que le même Cameron avait raillé les velléités françaises de discipliner l'Internet à travers ACTA quelques semaines plus tôt. Les émeutes sont des révélateurs cruels.

d'Amérique s'est chargé de le rappeler *urbi et orbi* dans les pays arabes.

L'arrestation en Egypte de Ahmed Maher l'un des leaders de l'animation de FaceBook⁹ et sa torture (son témoignage à la télévision fut déterminant dans la chute finale de Moubarak en février 2011) en dit long sur l'incompatibilité d'un régime de liberté des TIC avec les régimes autoritaires de la planète. La réaction des pouvoirs non démocratiques à l'égard des nouvelles technologies, de l'interconnexion généralisée, de la circulation de vidéos n'est pas très différente de celle du roi français Charles X à propos de la liberté de la presse écrite en 1830. Face à ce bloc réactionnaire à l'égard de la technique et surtout de ses conséquences politiques, de nouvelles alliances se sont constituées autrefois et se constituent aujourd'hui. Elles réunissent la pointe de diamant du capitalisme cognitif (au moins du côté de l'entrée principale, pour l'entrée de service (*back door*) c'est une autre affaire¹⁰) et les libertaires du libre, les libertariens californiens de *l'open source*, sur les questions de l'accès au savoir, aux droits de la propriété intellectuelles (l'Europe menée par la France, suivie par l'Espagne se retrouvant à la pointe d'une véritable réaction patrimoniale pour impulser le projet ACTA)¹¹.

La ligne de partage entre les partisans enthousiastes des initiatives de Wikileaks, comme celle de *l'Open knowledge* et ses ennemis acharnés suit fidèlement une restructuration du champ de la politique qui a trait au statut des nouveaux biens communs dont l'information, l'accès libre (libre voulant dire ici gratuit ou à un coût non censitaire) aux contenus en ligne, aux bases de données et à la rediffusion sont les principales composantes. Ces principes entraînent une prise de position contre le renforcement des droits de propriété, et non l'inverse¹². Contrairement à ce que veut faire croire une littérature apologétique des droits de propriété comme la solution à la difficulté croissante des modèles économique des industries culturelles, la littérature critique ne part pas d'un a priori idéologique hostile à la propriété. Elle rejoint l'hostilité traditionnelle y compris en économie néoclassique aux monopoles privés en raison de ses conséquences néfastes pour le consommateur ou l'utilisateur, comme ne matière d'innovation, de production de connaissances nouvelles et de création littéraire et artistique.

⁹ David Talbot, « Inside Egypt's "Facebook Revolution", Young leaders explain their social networking strategy » @ <http://www.technologyreview.com/blog/editors/26718/>

¹⁰ Tandis que Microsoft qui colla longtemps au vieux modèle industriel jusqu'à sa conversion forcée et récente au *cloud* et à des plages de gratuit, négocia sans vergogne son entrée en Chine en livrant au gouvernement chinois la *back door* de ses programmes (ce qui est contraire à tout ce que la firme prônait en matière de verrouillage des logiciels), que Yahoo livra l'IP d'un journaliste dissident chinois, Google, Face Book ont eux des relations beaucoup plus tendues avec la censure de l'Empire du Milieu. Le côté décentralisé et *bottom up* gêne beaucoup plus les autorités chinoises.

¹¹ Voir le site de l'organisation *Forum for the Access to Culture and Knowledge* @ <http://fcforum.net/>. A propos de la loi française Hadopi, contre le téléchargement de contenu protégés par le droits d'auteur et de sa mouture espagnole qui se heurta à une hostilité des juges plus grande en Espagne, voir le site La quadrature du Net. <http://www.laquadrature.net/>

¹² Nous renvoyons à notre article :Moulier Boutang Yann (2005) « Les nouvelles clôtures : les NTIC ou la révolution rampante des droits de propriété », in *Cahiers Marxistes*, n° 230, avril-mai, pp. 21-50, Université Libre de Bruxelles, version complète pdf sur <http://www.ulb.ac.be/socio/cmarx/> ; trad. en espagnol @ <http://www.oekonux.org/list-en/archive/msg02402.html> ou <http://www.iiec.unam.mx/notiieec/200402/conferencia-yann-moulier-boutang-nuevas-tecnologias-informacion-comunicacion-enfoque>

Le circuit de la formation du pouvoir et l'incidence des TIC

En fait, les modalités d'appropriation des nouvelles technologies par un grand nombre d'acteurs (les multitudes au sens d'un déploiement multidimensionnel du sens politique de ce mot ¹³) ont des répercussions économiques directes qui ne constituent pas le cœur de notre propos, mais elles sont aussi des conséquences majeures dans le circuit de la formation du pouvoir, c'est-à-dire de l'articulation de l'*auctoritas* à la *potestas* et de la légitimation que la première confère à la seconde¹⁴. L'information n'est pas seulement un contenu indifférent qui peut être indexé par la logique linguistique et computationnelle de façon horizontale (la textualité ou cohérence structurelle de l'énoncé). L'information se trouve investie de valeurs religieuses, rationnelles, scientifiques et idéologiques. La science et le culte de la raison ont partiellement remplacé la religion et le Souverain Pontife (Pontifex Maximus) romain puis catholique mais dans un circuit spécifique. L'effectivité de la politique (depuis Prince chrétien, ou le mandat du ciel de l'Empereur en Chine jusqu'au pouvoir monarchique absolu) suppose un circuit ternaire. Certes la *potestas*, le pouvoir, a besoin de la légitimation que lui confère la légitimité religieuse, puis scientifique. La légitimité de l'*auctoritas* vient certes, elle aussi d'une transcendance verticale affichée (*nulla postestas nisi a deo*) dont la religion constitue le médium qu'il s'agisse du lien religieux chamanique, de religions révélées ou d'un investissement religieux dans la rationalité de la science. La pensée critique de Calliclès, à Nietzsche et aux philosophies du soupçon préfère analyser ce lien comme l'hypostase inversée qui fait reposer la crédibilité religieuse ou scientifique sur la continuité de l'exercice de la force du pouvoir sur les esprits. Mais, pour fonder et durer dans le temps, pour pouvoir donc agréger et coaliser des forces et exercer l'hégémonie (donc un pouvoir qui domine mais dont la domination n'est pas contestée) même le *quia nominor leo* (fondement de la loi du lion, parce qu'il se dit le lion donc le plus fort, voir Jean-Jacques Rousseau) a besoin d'abord d'un troisième terme, c'est-à-dire des multitudes interactives et se servant d'un langage commun et accepté comme commun et public. Que ce soit par l'acclamation, le sacre, l'élection tout exercice du pouvoir accompagné de légitimité donc reposant sur une autorité reconnue doit passer par la case des gouvernés (y compris quand ces derniers refusent d'être gouvernés) et par des formes diverses de « consentements » dont le consensus n'est qu'une modalité.

La légitimation du pouvoir qui s'opère quand l'autorité religieuse, scientifique, cognitive ou politique pose son sceau sur la force des lecteurs produit un désir d'obéir ou un consentement si ce dernier est requis. Il transforme les multitudes en peuple qui est le corrélat de la gouvernementalité. Lorsque cette dernière ne se produit pas, les multitudes préfèrent ne pas être gouvernés; elles désirent ne pas être gouvernées! Ce refus hante Hobbes! Et toutes les philosophies contractualistes mais aussi les philosophies de la dialectique hégélienne de la reconnaissance. Car, autant le raisonnement du passage de l'état de nature à l'état de sujet paraît

¹³ La multitude pour Hobbes se traduit, contrairement au peuple qui délègue le monopole de l'usage de la violence et toute ou partie de sa liberté en échange de la sécurité, par un refus de délégation et par ce que Michel Foucault a nommé le « désir de ne pas être gouvernée ». Elle pose un problème de contrôle et de gouvernabilité.

¹⁴ Nous renvoyons ici à notre contribution « Wikipolitica e economia das abelhas. Informação, poder e política em uma sociedade digital » in Maria-Lucia Maciel e Sarita Albagli (Orgs.) *Informação, conhecimento tecnológica e inovação social*, Garamond, Rio de Janeiro, 2011, p. 93 e seg. Nous avons commencé à y développer l'idée du triangle pouvoir/connaissance et politique dont le présent papier constitue un prolongement.

pouvoir se déduire logiquement à partir de l'individu suppose isolé, autant si nous partons du *pluriel* des multitudes déjà constituées il n'existe aucune raison d'agrément automatique (nécessite logique) ni même de consensus explicite à la délégation du pouvoir au souverain. Par un *décalage* bien repéré par Althusser à propos de la volonté générale chez Rousseau, mais qui sous-tend tout autant la logique de Hobbes¹⁵

les formes d'organisation collectives et/ou communautaires où se mêlent inextricablement la coopération, la production économique, l'élaboration du symbolique (voir Pierre Clastres, *Les sociétés sans État*) précédant le pacte politique qui serait censé faire passer l'homme de l'état de nature à l'état politique organisé. En fait, le mythe de l'état de nature ne décrit pas quelque chose qui existerait déjà et qu'il se bornerait à relever, ou variante, les conditions de possibilités historiquement logiques de l'émergence de l'homme en société, il est lui même le coup de force, le truc, le jeitinho qui vont permettre de présenter le "monde à l'envers" et ainsi d'assurer la domination idéologique. Les hommes concrets, d'emblée multitudes qui déterminent les formes politiques de l'Etat vont se trouver expulsés de leur place. Ils sont dépouillés de leur multiplicité et de leur caractère immédiatement concret et singulier pour devenir un avatar individuel, isolé, abstrait de l'Etat devenu l'universel concret, la clé du collectif viable. Cette opération permet à l'Etat de rattraper son retard et sa dépendance par rapport au plan horizontal et immanent des multitudes pour devenir le surplomb transcendant résultant d'un contrat imaginaire ou d'une logique des conditions de possibilité comme celle qui se traduit par l'adage "pas d'individus sans Etat", pas de paix sociale sans monopole de la violence et de l'impôt. Mais, il reste encore un degré supplémentaire à cette mystification. Le retard le plus important des structures dominantes ou candidates à la domination, est nous l'avons vu, la pauvreté de leur unité face à la richesse de la multiplicité. Ce pluriel est au reste dénoncé de façon obsessionnelle par l'Etat absolu comme cela est bien analysé dans le beau livre de Peter Linebaugh et Markus Rediker¹⁶ et va être exorcisé dans une unité factice, celle du complot ou de l'indéfini absolu de LA FOULE, de LA multitude, de LA chienlit, DU désordre. Quant au résultat domestiqué, à savoir des multitudes devenues obéissantes et ayant abdiqué de leur liberté (seul le degré de cette abdication sépare Hobbes, Locke et Rousseau) il s'appelle LE Peuple de préférence aux peuples dont le pluriel véhicule encore trop de concrétude pour ne pas sentir l'éclatement, la division redoutée. L'Etat doit se présenter comme la seule figure concrète et complète du Peuple qui est prié de demeurer impérativement abstrait sauf lors des quelques consultations ritualisées ou se trouve rappeler la mystérieuse origine du pouvoir (*nulla potestas nisi a populo*). Le peuple a remplacé Dieu et l'Etat n'est pas le dernier à faire sienne, la prière du Pater noster de Prévert légèrement adapté : "notre peuple qui êtes aux cieux, restez-y !!!"

Or il est évident que dans cette opération de réduction des multitudes au Peuple, la multitude ne subsistant chez les penseurs politiques classiques que comme la négation du Peuple, donc le plus souvent à l'Etat de tête réduite et momifiée, comme le cadavre pendu au gibet, censé dissuader

¹⁵ A notre connaissance c'est chez Mario Tronti, *Operai e Capitale*, 1970, qu'on trouve la première fois exprimée cette idée que le prolétariat, puis la classe ouvrière ont toujours un temps d'avance dans la socialisation sur la classe des capitalistes. Autrement dit, dans l'accumulation primitive avant le rapport capitaliste le travail libre, le pauvre, les hors ordres de l'ancien régime se coalisent eux que ceux qui leur font face; et après la classe ouvrière, les multitudes existent comme condition même du rapport d'exploitation du capitalisme cognitif. Voir notre préface à la traduction portugaise de l'ouvrage de Tronti *Operarios e Capital*, O Porto, 1976 ainsi que notre préface inédite à la traduction portugaise de *De l'esclavage au salariat*, PUF, Paris, 1998, à paraître au Brésil)

¹⁶ Marcus Rediker & Peter Linebaugh, *L'hydre aux mille têtes, ou l'histoire cachée de l'Atlantique révolutionnaire*, Editions Amsterdam, Paris, 2009.

les désobéissants, tout ceux qui préfèrent ne pas.. l'instar du Bartelby de Melville. La figure de LA multitude sert d'épouvantail et ce n'est pas une mince affaire que de tirer cette figure de ce piège. Le retour d'Antonio Negri et Michael Hardt au *Commonwealth*, au Commun (dans leur dernier livre) cherche justement à échapper au trop galvaudé *intérêt général* comme à l'unité toute aussi factice du Peuple et de LA Classe ouvrière ou DU prolétariat.

Mais, depuis le Léviathan, l'Etat a appris, il est vrai à coup d'émeutes, de révolutions, à manier la dialectique du multiple, de la démocratie représentative. La sociologie électorale explore avidement les transformations des multitudes pratiquement en temps réel pour réactualiser en permanence la fiction du contractualisme classique : c'est le peuple le plus concret, celui qui est mise en cage en permanence par les découpages de circonscriptions (les articulations de l'être du cuisinier politique platonicien) qui est convoqué en permanence aux comices des transfusions pour nourrir l'avatar Peuple au nom de qui ou de quoi, il y a du gouvernement, de la gouvernementalité

La cuisine souvent raffinée, (même s'il s'agit d'accommoder des restes, ce qui reste des multitudes une fois réduites comme une sauce, au peuple de la république), de la politique institutionnelle suppose désormais pour être légitimée, dans ce sacre sécularisé, un saint chrême particulier. Max Weber avait cru que c'était le pouvoir rationnel de la bureaucratie. Mais les sophistes ont eu raison, sur ce platonicien et hégélien impénitent : c'est plutôt la formation de l'opinion outillée par les quatrième et cinquième pouvoirs qu'ont été la presse et la télévision pour la démocratie moderne bourgeoise et représentative qui valide le pouvoir.

L'irruption du sixième pouvoir, l'Internet modifie, on s'en doutera, le schéma de légitimation du pouvoir comme la fabrique du consensus, appendice logique des théories contractualistes du pouvoir ou le Peuple délègue la potestas aux gouvernements de l'Etat.

Nous avons vu que pour que les multitudes se convertissent en peuple et ne se soulèvent pas (le refus d'obéir et de consentir) l'expression de la force pure par le pouvoir (la potestas) ne suffit pas. Il faut à cette dernière l'onction de l'autorité de la science (et /ou de la religion associée au non à la première) mais il faut en plus la reconnaissance de soi par le Peuple. Non seulement devenir le Peuple est un malheur, comme Marx le disait de la classe productive, mais ce malheur doit être reconnu par lui comme un bonheur. Il doit se reconnaître dans l'image de l'opinion publique qui li est offerte en miroir tous les jours : miroir de la presse et des médias suis-je toujours le plus beau et obéissant peuple du monde?

Or il est arrivé au temps de la monarchie absolue, de la démocratie de Locke, de la démocratie industrielle de masse puis enfin de la post démocratie post Media, que de plus belles femmes du monde sont apparues. Généralement les gouvernements ont cherché à produire la légitimité en surveillant étroitement les églises, les clercs, la classe des lettrés, les scientifiques au gré de leur régime particulier, puis les producteurs d'opinion publique des imprimeurs aux auteurs, aux artistes en passant par les journalistes et les médias modernes. Quand le solution brutale de la censure préalable, du contrôle direct des médias n'a plus été possible, ils se sont résignés à la constitution de gigantesques monopoles privés à la Ruppert Murdoch.

La technique joue évidemment un rôle fondamental dans les possibilités pour le pouvoir de s'assujettir sous de nouvelles modalités l'autorité. L'irruption de nouveaux médias se heurte à un

violent tir de barrage non pas dans leur usage en soi mais dans leur diffusion au-delà des sphères du pouvoir.

L'affaire Wikileaks, avec les remous suscités au sein de la grande presse par la procédure d'extradition en Suède de Julian Assange, met à mal plusieurs des grandes catégories à la base tant des politiques des Etats modernes que de la vie politique tout court. La dimension du secret et des monopoles de fait ou de droit de l'information d'une part et la distinction centrale entre la sphère privée et publique tant de l'information, que des personnes de l'autre.

Cette dernière distinction se trouve brouillée par le développement des réseaux sociaux mais également par un étrange retour du « privé ». Le féminisme des années 1970 avait réussi à faire valoir que le « privé » relevait également du politique. Cette maxime révolutionnaire dilatait la sphère classique du politique en y faisant entrer des questions d'ordinaire tenues à l'écart comme l'égalité des sexes, les domaines réservés, le sexisme, l'homophobie, le puritanisme, la parité dans le partage des tâches domestiques et familiales ou dans la représentation politique. La presse à sensation reposant sur la divulgation de scandales savait depuis longtemps faire du tirage avec « du privé » concernant les « people ». Elle a cependant étendu cette recette économique au politique en traduisant l'adage féministe qui n'hésitait pas à trahir les secrets d'alcôve, dans une vulgate beaucoup plus discutable : avec du privé, on peut faire de la politique et obtenir ce que l'on ne réussit pas à obtenir par des moyens politiques plus traditionnels. A la dé-crédibilisation de l'Etat par divulgation de secrets « public » s'est trouvé opposé un contre-feu particulier la dé-crédibilisation de l'animateur de Wikileaks par « révélation » de sa « vie privée ». le contre-feu d'une criminalisation des personnes privées. Mais la question est brouillée par la divulgation par des activistes de faits privés pour défier les pouvoirs publics et une législation jugée rétrograde (voir le cas du manifeste des 343 femmes pour l'avortement). Le mot d'ordre « le privé est politique » peut ainsi avoir un effet boomerang.

Deux autres scandales pratiquement concomitants sont venus souligner la fragilité de la lente et résistible déconstruction du secret étatique et de la tout aussi lente et laborieuse construction du droit à la vie privée comme de leur liaison : l'arrestation et la mise en accusation du Directeur général du FMI pour une affaire de violence sexuelle présumée à New York, et la révélation publique des méthodes très particulières des journaux de l'empire R. Murdoch pour obtenir des informations compromettantes : essentiellement par la violation du secret des conversations téléphoniques, des SMS, avec une complicité active de la police d'une des plus vieilles démocraties du monde.

Wikileaks a mis en question le bien fondé du secret dans les Etats, les institutions et les organisations par des initiatives qui utilisaient les ressources de l'ère numérique (recueil, interception, cryptage, diffusion maîtrisée d'une masse de données que leur massivité même rendait très difficile à exploiter avec des techniques analogiques).

Wikileaks emblème du post-média ?

Plusieurs questions se posent : s'agit-il d'un phénomène nouveau ? En quoi ? A quel niveau? S'agit-il d'un signal et si c'est le cas qu'annonce-t-il? Quel est l'avenir de ce type de divulgation? A notre sens, Wikileaks ne saurait être isolé d'une transformation fondamentale apportée par l'appropriation par un grand nombre de personnes des technologies numériques de ce que Felix Guattari appelait l'ère du post-média. Julian Assange sans des Brad Manning, c'est-à-dire des informateurs placés à des endroits stratégiques ou disposant de compétences techniques particulières n'aurait pas pu aller bien loin. Les failles dans la sécurité des systèmes d'information ne peuvent jamais être colmatées techniquement. L'intelligence collective requise dans leur déploiement ne parvient jamais à éliminer la question de l'auctoritas, c'est-à-dire celle du fondement du pouvoir (de la potestas). Un pouvoir injuste s'expose au risque d'une perte brutale et imprévisible de son autorité. Les technologies du numérique en élargissant considérablement les possibilités d'accès en temps réels pour les citoyens à des informations pertinentes rendent plus fragiles les différentes modalités de légitimation (formation d'une opinion commune, conquête des « esprits animaux » ou non, comparaison spatiales et temporelles). En ce sens Wikileaks est un véritable papier tournesol d'un précipité des opinions publiques qu'on n'avait plus observé depuis la naissance de la presse d'opinion (avant sa domestication par le pouvoir économique).

Manipulation et contre manipulation des media ou pratique post-media généralisée ?

La thèse de l'avènement d'une époque post-médiatique se démarque de deux points de vue qui se sont exprimés à l'égard de l'affaire Wikileaks. Les partisans de la realpolitik (exemplaire à cet égard, la position d'un Hubert Vedrine, ancien Ministre français des affaires étrangères) ont estimé que Wikileaks ouvrait plutôt une ère de confusion et qu'aucune forme de souveraineté étatique ne pouvait se passer du secret. Tandis que les successeurs de l'école de Francfort ont manifesté un point de vue assez largement critique sur ce nouveau média, comme sur toutes les innovations apparues dans le sillage de l'Internet (Dominique Wolton paraît bien représentatif de cette tendance critique) en se demandant ce qu'il y avait derrière cette nouvelle « gorge profonde » (en l'occurrence quel serait le résultat des révélations du soldat Brad Manning?). D'autres, défenseurs des régimes autoritaires arabes dits « progressistes », ont remarqué que la révolution de jasmin constituait au fond, un triomphe des valeurs politiques des démocraties occidentales. Pour d'autres enfin, la presse d'analyse, qualifiée souvent de sérieuse par rapport à la presse « populaire », n'y a-t-elle pas regagné en respectabilité alors que sa dépendance croissante à l'égard de monopoles économiques avait fortement compromis sa crédibilité? Bref de multiples soupçons pèsent à l'égard de l'effet Wikileaks.

Une analyse postmédia insistera plutôt sur trois dimensions spécifiques : 1) Wikileaks n'est que l'arbre d'une forêt bien plus étendue ; 2) Les « révélations » de Wikileaks montrent une via exit (si l'on se réfère à la célèbre distinction d'A.O. Hirschman) qui ne s'oppose pas à la via voice (la prise de parole). Il s'agit en effet d'une voie de retrait, de fuite mais qui n'est pas passive ; loin de s'apparenter à la simple défection (celle du consommateur chez Hirschman, celle de l'absentéisme chez les sociologues du travail, celle de l'abstentionnisme chez les politologues)

elle qui constitue une subjectivité nouvelle d'usage des techniques d'une part, mais aussi de valeurs de la politique et de l'éthique. 3) Elle ouvre un chapitre nouveau de la démocratie politique, renouant avec ce que la tradition du XVII^e siècle inaugurée par Spinoza et les « niveleurs » anglais nommaient l'exigence de démocratie radicale. S'y conjuguent en effet des exigences de vérité, de contrôle direct des gouvernants, de critique des formes de représentation, de médiation, de sphères professionnelles de media, des pratiques de mise en commun de données, de préservation et d'interprétation de celles-ci, de constitution de nouveaux publics.